

RAPPORT N° 2025/3-07
Au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 26 juin 2025

OBJET

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES – TRAVAUX DE REHABILITATION DU SYSTEME DE COLLECTE DES EAUX USEES DESSERVANT LE QUARTIER DU BAS DE LA RIVIERE SAINT-DENIS – TRANCHE 1 – CREATION DU POSTE DE REFOULEMENT DU BARACHOIS (COMMUNE DE SAINT-DENIS) ET RENOUVELLEMENT DES RESEAUX EN AVAL DE LA RUE – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 1 AU MARCHE DE TRAVAUX POUR LE LOT N° 2

I. HISTORIQUE :

Suite à la décision du Bureau communautaire en date du 7 décembre 2023, des marchés de travaux ont été conclus avec les entreprises et pour les montants suivants pour la réalisation TRAVAUX DE REHABILITATION DU SYSTEME DE COLLECTE DES EAUX USEES DESSERVANT LE QUARTIER DU BAS DE LA RIVIERE SAINT-DENIS – TRANCHE 1 – CREATION DU POSTE DE REFOULEMENT DU BARACHOIS (COMMUNE DE SAINT-DENIS) ET RENOUVELLEMENT DES RESEAUX EN AVAL DE LA RUE DU PONT :

- Pour le lot 1 : SBTPC SOGEA RÉUNION (Offre variante n°1) pour un montant de 3 499 355.05 € HT
- Pour le lot 2 : SBTPC SOGEA RÉUNION pour un montant de 646 788,60 € HT.

Pour rappel :

La date limite de remise des offres a été fixée par l'avis de marché au 28 septembre 2023 à 12 h 00 locale.

Le délai global d'exécution des travaux est fixé comme suit :

- Lot 1 : 14 mois, y compris une période de préparation de 3 mois et une période de marche industrielle de 3 mois ;
- Lot 2 : 6 mois, y compris une période de préparation de 1 mois.

En cours de chantier, des modifications et **des adaptations affectant le lot n° 2** ont été rendus nécessaires pour parvenir à l'achèvement des ouvrages concernés.

Coût total supplémentaire généré par la balance des plus et moins-value et par l'intégration des prestations nouvelles avec prix nouveaux : 96 788.80 € HT

II. OBJET ET JUSTIFICATIONS DE L'AVENANT

Les modifications et adaptations ci-dessus intervenues en cours de chantier ont eu pour conséquence une variation des quantités prévues au marché, la création de prix nouveaux et la prolongation du délai d'exécution du marché.

Respect de l'article R2194-5 du code de la commande publique, ces modifications ont été rendues nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, compte tenu que :

- (PN01) - Toutes les fouilles n'ont pas pu se faire avec la méthode prévue au marché (emploi de pelle hydraulique), et l'utilisation d'une aspiratrice à matériaux a été nécessaire (méthode plus onéreuse qu'avec la pelle hydraulique) pour faire face à l'effondrement des fouilles lors des terrassements. La conception du marché a été faite en partant des postulats que :
 - La couche de fondation de la chaussée existante était conforme aux normes techniques (respect des épaisseurs, et du type de matériaux employé), or ce n'était pas le cas, ce qui a conduit, par endroit, à des effondrements anormaux si l'on employait la méthode pelle hydraulique prévu au marché. Afin de réduire au maximum les coûts supplémentaires liés à une reprise plus large de la chaussée, il a été pertinent d'avoir recours à l'aspiratrice à matériaux.
 - Les différents réseaux enterrés existants étaient posés conformément aux normes techniques (respect des distances entre réseaux, et du matériau d'enrobage autour des réseaux), or ce n'était pas le cas, ce qui a conduit, par endroit, à des effondrements anormaux si l'on employait la méthode pelle hydraulique prévu au marché. Afin de réduire au maximum les coûts supplémentaires liés à la ~~dégradation de ces réseaux existants,~~

il a été pertinent d'avoir recours à l'aspiratrice à matériaux.

- (PN02) – L'entreprise a rencontré davantage de matériaux amiantés que ce qui était prévu par le rapport de diagnostic amiante réalisé au stade de la conception. A la découverte de ce type de matériaux, l'entreprise doit cesser le poste de travail, procéder à un diagnostic amiante par un prestataire agréé, et reprendre les travaux par la suite suivants les prescriptions du diagnostiqueur. Ces contraintes sont survenues malgré toutes les précautions prises en phase de conception. Il s'agit donc de circonstances imprévisibles et nécessaires pour les travaux.
- (PN03) – Par la suite, les travaux à réaliser sur ce matériau amianté n'étaient donc pas non plus prévisibles et restaient nécessaires.
- (PN04) – Les travaux de reprise de la chaussée faisant parti du marché prévoyaient de reprendre la couche de roulement (enrobés) en sur largeur de la tranchée d'eaux usées (La conception du marché a été faite en partant des postulats que la couche de fondation de la chaussée existante était conforme aux normes techniques). Poser une couche de roulement sur une voie ne disposant pas d'une couche de fondation aux normes n'étaient pas envisageable. Il a donc été jugé nécessaire de reprendre la couche de fondation de la chaussée au droit de la couche de roulement prévue au marché. Ces circonstances n'étaient pas prévisibles, et les travaux qui en découlent étaient nécessaires afin d'apporter une sécurité à la circulation sur cette voie très fréquentée (éviter les affaissements etc.).
- En phase de conception, les hypothèses les plus plausibles concernant la nature, la consistance et l'encombrement du sol sont pris en compte. Malgré toutes ces précautions, des adaptations s'avèrent nécessaires compte tenu des observations faites à l'avancement des fouilles. Ces circonstances conduisant à une moins-value de 97 801.00 € HT et une plus-value de 146 265.55 € ne pouvaient être prévues et conduisent à des travaux nécessaires pour remettre les réseaux d'assainissement en service.

Ces prestations supplémentaires ayant entraîné des prix nouveaux et la prolongation du délai d'exécution du marché.

La création de quatre (4) Prix nouveaux a été nécessaire :

- **PN01 à 185.00 €/M3 HT (FDM n°01-A lot2) :** Prix unitaire de Plus-value pour la réalisation de fouilles avec aspiratrice/excavatrice en guide pale-feuille pour croisement de réseaux – quantité nécessaire 170.40 m3 pour un total de 31 525.00 € HT supplémentaire.
- **PN02 à 3 721.00 € HT (FDM n°02-A lot2) :** plus-value pour immobilisation et intervention d'un prestataire pour diagnostic amiante.
- **PN03 à 7 797.00 € HT (FDM n°03-A lot2) :** Plus-value pour augmentation de la quantité de travaux à réaliser sur matériaux amianté
- **PN04 : 32.50 €/ M3 HT (FDM n°04-A lot2):** Prix unitaire pour Travaux de purge de la structure de chaussée existante, non conforme, voire inexistante, pour permettre la reprise correcte de la chaussée y compris sur largeur prévue au marché. Quantité nécessaire 32.50 m3 pour un total de 5 281.25 € HT supplémentaire

Se reporter au projet d'avenant pour les explications contextuelle sur ces prix nouveaux.

Ces modifications portent sur les éléments suivants :

Réf. Prix	Désignation	Unité	PU	Qté	Total
PN 01	Plus-value pour la réalisation de fouilles avec aspiratrice/excavatrice en guide pale-feuille pour croisement de réseaux	M3	170.4	185	31 525.00
PN 02	Plus-value pour immobilisation et intervention d'un prestataire pour diagnostic amiante	FF	1	3721.00	3 721.00
PN 03	Plus-value pour augmentation de la quantité de travaux à réaliser sur matériaux amianté canalisations d'assainissement et sur les points de raccordements identifiés lors des travaux de fouilles en tranchée	FF	1	7 797.00	7 797.00
PN 04	Travaux de purge de la structure de chaussée existante, non conforme voire inexistante, pour permettre la reprise correcte de la chaussée y compris sur largeur prévue au marché	M3	162.50	32.5	5 281.25
TOTAL des Prix Nouveaux (€ H.T.)					48 324.25

Les variations de quantités sont principalement justifiées en termes de :

Diminutions par (cf. détail dans le projet d'avenant) :

- La Réduction du nombre de boîtes de branchement initialement prévues (abandonnées ou mutualisées dans les regards) et du linéaire de tuyau PVC correspondant (Φ200)
- La modification du mode de pose de la canalisation primaire (initialement prévu en lieu et place a été remplacé par une pose en parallèle) a permis de réduire de manière importante les jours de pompage
- La suppression des enrobés en EME 0/14 à la suite des arbitrages CINOR/Mairie
- La suppression du réseau EP (Φ500) par suite des adaptations terrain

Le total des diminutions est de - **97 801.00 € HT**

D'augmentation par (cf. détail dans le projet d'avenant) :

- L'augmentation des fouilles en tranchées suite à des croisements et longements de réseaux et divers blocs rocheux (sous-cavage lié à la nature du terrain) ce qui impacte également les quantités d'enrobés à froid.
- La fourniture et pose de boîtes de branchement (remplace la fourniture et pose des regards initialement prévu / adaptation terrain) ce qui impacte également les quantités de réfection béton sur les trottoirs et le nombre d'essais de compactage
- Les canalisations PVC 150 et fonte 150 ont été intégralement remplacées par une canalisation en fonte 200 (adaptation terrain/profondeur de pose)

Le total des augmentations est de + **146 265.55 € € HT**

III. INCIDENCE FINANCIERE

Le dépassement est de **14.96 %** en fonction du prix non révisé. Le dépassement est de **15.12 %** en fonction du prix révisé.

Le dépassement est de **14.96 %** en fonction du prix non révisé.

Le dépassement est de **15.12 %** en fonction du prix révisé.

■ Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 8.5 %
- Montant HT : **96 788.80 € HT**
- Montant TTC : **105 015.85 € TTC**

■ Détails des coûts formellement identifiés :

- Montant initial HT de base : 646 788.60 € HT
- Total du montant des révisions : - 6 726.60 € HT
- Montant HT Révisé : 640 062.00 € HT
- Total Prix nouveaux : + 48 324.25 € HT
- Total des Plus-Values : + 146 265.55 € HT
- Total des Moins-Values : - 97 801.00 € HT

■ Nouveau montant du marché public en fonction du prix initial :

- Taux de la TVA : **8.5 %**
- Montant HT : **743 577.40 € HT**
- Montant TTC : **806 781.48 € TTC**

■ Nouveau montant du marché public en fonction du prix révisé :

- Taux de la TVA : **8.5 %**
- Montant HT : **736 850.80 € HT**
- Montant TTC : **799 483.12 € TTC**

Compte tenu de l'augmentation de la masse des travaux, le délai d'exécution est prolongé de 2 mois. Cette prolongation, notifiée à l'entreprise par l'Ordre de Service n°4, est formalisée par l'avenant n°1.

Les dépenses correspondantes sont imputées sur le budget annexe assainissement - section investissement - chapitre 23.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver l'avenant n° 1 au marché de travaux passé avec l'entreprise : SBTPC SOGEA RÉUNION pour le lot n° 2 TRAVAUX DE REHABILITATION DU SYSTEME DE COLLECTE DES EAUX USEES DESSERVANT LE QUARTIER DU BAS DE LA RIVIERE SAINT-DENIS – TRANCHE 1 – CREATION DU POSTE DE REFOULEMENT DU BARACHOIS (COMMUNE DE SAINT-DENIS) ET RENOUVELLEMENT DES RESEAUX EN AVAL DE LA RUE pour un montant supplémentaire de **96 788.80 € HT, portant le montant du marché à 736 850.80 € HT soit 799 483.12 € TTC.**
- Autoriser le Président à signer cet avenant faisant passer le montant révisé du marché de travaux pour le lot n° 2 de **646 788.60 € HT à 736 850.80 € HT.**

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2025/3-07
du bureau de la Communauté
En séance du 26 JUIN 2025**

OBJET

**ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES – TRAVAUX DE REHABILITATION DU SYSTEME DE COLLECTE DES EAUX USEES
DESSERVANT LE QUARTIER DU BAS DE LA RIVIERE SAINT-DENIS – TRANCHE 1 – CREATION DU POSTE DE
REFOULEMENT DU BARACHOIS (COMMUNE DE SAINT-DENIS) ET RENOUELEMENT DES RESEaux EN AVAL DE
LA RUE – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 1 AU MARCHE DE TRAVAUX POUR
LE LOT N° 2**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 23 juillet 2014, affaire n° 2014/8-04 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France Télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/3-07 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver l'avenant n° 1 au marché de travaux passé avec l'entreprise : SBTPC SOGEA RÉUNION pour le lot n° 2 TRAVAUX DE REHABILITATION DU SYSTEME DE COLLECTE DES EAUX USEES DESSERVANT LE QUARTIER DU BAS DE LA RIVIERE SAINT-DENIS - TRANCHE 1 - CREATION DU POSTE DE REFOULEMENT DU BARACHOIS (COMMUNE DE SAINT-DENIS) ET RENOUELEMENT DES RESEAUX EN AVAL DE LA RUE pour un montant supplémentaire de **96 788.80 € HT, portant le montant du marché à 736 850.80 € HT soit 799 483.12 € TTC.**

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer cet avenant faisant passer le montant révisé du marché de travaux pour le lot n° 2 de **646 788.60 € HT à 736 850.80 € HT.**

Nombre de votants : 12
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEB

